



**ALLOCUTION DE LA**

**D<sup>RE</sup> HEDY FRY**

**REPRÉSENTANTE SPÉCIALE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES**

**À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OSCE**

**16<sup>E</sup> RÉUNION D'HIVER**

**LES 22, 23 ET 24 FÉVRIER 2017**

**VIENNE (AUTRICHE)**

**L'ALLOCUTION PRONONCÉE FAIT FOI**

Chers collègues,

Je suis heureuse que nous ayons l'occasion de nous pencher sur la question de l'égalité entre les sexes, comme nous le faisons chaque année. Je vais vous communiquer mes premières réflexions concernant le rapport annuel de l'AP OSCE sur le sujet, mais d'abord, j'aimerais prendre un instant pour parler des conclusions à la suite de la rencontre du Conseil ministériel de 2016, qui a eu lieu récemment, et des priorités de la présidence autrichienne de 2017.

## **CONSEIL MINISTÉRIEL ET PRÉSIDENTE AUTRICHIENNE**

Les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'OSCE se sont rencontrés à Hambourg, en Allemagne, au début décembre dans le cadre du 23<sup>e</sup> Conseil ministériel de l'OSCE. Au nombre des sujets discutés figuraient les migrants et les réfugiés, la bonne gouvernance, le contrôle des armes et le terrorisme. Dans les 12 décisions, déclarations et énoncés ayant été approuvés à l'occasion des réunions, le mot « femme » n'est revenu qu'à trois reprises, une fois dans le contexte du rôle des femmes dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, et deux fois dans celui des armes légères et de petit calibre<sup>1</sup>. Quant au terme « genre », il n'a pas été mentionné une seule fois.

L'OSCE est un organisme axé sur la sécurité. Nous savons que les questions de sécurité touchant les hommes et les femmes, les garçons et les filles peuvent être différentes. Est-ce que nous répondons vraiment aux besoins de nos populations en matière de sécurité si nous ne tenons pas compte de l'impacte du genre d'une manière intégrée et cohérente aux échelons les plus élevés?

---

<sup>1</sup> Conseil ministériel de l'OSCE, [Doc 1 – Déclaration sur le renforcement des efforts déployés par l'OSCE pour prévenir et combattre le terrorisme](#), 9 décembre 2016. Voici ce qu'énonce la partie pertinente :

Nous soulignons l'importance de la coopération entre les États participants de l'OSCE, notamment avec la participation, selon qu'il conviendra, de la société civile, pour prévenir et combattre le terrorisme. Nous soulignons aussi le rôle important que la société civile, en particulier les jeunes, les familles, les femmes, les victimes du terrorisme, les dirigeants religieux, culturels et pédagogiques, ainsi que les médias et le secteur privé peuvent jouer dans la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation qui conduisent au terrorisme, entre autres en luttant contre les messages terroristes et extrémistes violents et en proposant des alternatives à ces discours, y compris sur l'Internet et sur les médias sociaux et autres. Nous encourageons les dirigeants politiques et les personnalités publiques, y compris de la société civile, ainsi que les dirigeants religieux, à dénoncer vigoureusement et rapidement l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme.

Conseil ministériel de l'OSCE, [Doc 3 – Déclaration ministérielle sur les projets d'assistance de l'OSCE dans le domaine des armes légères et de petit calibre ainsi que des stocks de munitions conventionnelles](#), 9 décembre 2016. Voici ce qu'énonce la partie pertinente :

Invitons les États participants à échanger leurs vues et des informations ainsi qu'à mettre en commun les meilleures pratiques, à titre volontaire et si cela relève du mandat du FCS, en vue de faire face à l'impact que l'accumulation excessive et déstabilisatrice et la dissémination incontrôlée d'ALPC et de munitions conventionnelles a sur les femmes et les enfants, tout en créant des chances égales pour les femmes de participer aux processus d'élaboration des politiques, de planification et de mise en œuvre s'agissant des projets d'assistance de l'OSCE dans le domaine des ALPC et des SMC.

L'année dernière, mon rapport sur l'égalité entre les sexes faisait état des aspects sexospécifiques du flux de migrants et de réfugiés en Europe. Il faut applaudir le fait que le Conseil ministériel a pris une décision sur les migrants et les réfugiés, mais il est malheureux que cette décision n'aborde pas les aspects sexospécifiques de cet enjeu. Je prie avec insistance les structures exécutives de l'OSCE de mener systématiquement des analyses comparatives entre les sexes (qu'on appelle souvent l'intégration des considérations liées aux différences entre les sexes) à l'heure où elles poursuivent leur travail sur les enjeux de la migration et des réfugiés, comme l'exige la décision n° 3/16 du Conseil ministériel.

J'invite également nos gouvernements à intégrer des considérations liées aux différences entre les sexes à tous leurs travaux à l'OSCE et j'espère que les décisions, déclarations et énoncés qui ressortiront du 24<sup>e</sup> Conseil, qui doit avoir lieu à Vienne en décembre prochain, témoigneront d'une analyse systématique des aspects sexospécifiques des questions de sécurité qui nous mobilisent collectivement.

Le [programme](#) de la présidence autrichienne de l'OSCE 2017 prévoit des plans pour encourager la participation des femmes dans les efforts déployés pour résoudre les conflits prolongés dans la région de l'OSCE. J'applaudis cet engagement, mais je souhaiterais que la présidence autrichienne fasse plus qu'*encourager* les femmes et qu'elle *s'assure* que des femmes compétentes assument diverses fonctions, notamment de direction, dans le cadre des discussions et des négociations entourant ces conflits. Dans son programme, la présidence autrichienne s'engage également à intégrer la dimension de genre aux activités et aux initiatives qu'elle a prévues pour l'année 2017. Je me réjouis de cet engagement et je suis impatiente de les voir en action.

## INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS ET DES MIGRANTS

Parlons maintenant du sujet traité cette année par le rapport sur l'égalité entre les sexes de l'AP de l'OSCE. En 2017, je développerai le sujet du rapport de l'an dernier, [La nécessité d'une réponse sexospécifique à la crise des migrants et des réfugiés en Europe](#). Le rapport de cette année porte principalement sur un aspect de la question : l'intégration dans les collectivités d'accueil. Pendant que les centaines de milliers de migrants et de réfugiés arrivés en Europe et dans les autres parties de la région de l'OSCE au cours des dernières années s'intègrent à la vie dans leur terre d'accueil, des milliers d'autres continuent d'affluer. L'intégration de ces nouveaux arrivants sera une question cruciale pour la paix et la prospérité à l'avenir.

Au Canada, le gouvernement fédéral a lancé une importante initiative visant à accueillir 25 000 réfugiés syriens sur quatre mois, soit de novembre 2015 à février 2016, et d'autres par la suite. Récemment, les deux chambres du Parlement ont étudié la question de savoir si le gouvernement du Canada et les collectivités du pays ont réussi à intégrer ces réfugiés jusqu'à maintenant. Des comités parlementaires ont fait différentes recommandations concernant l'intégration des réfugiés dans les collectivités d'accueil. Ils ont insisté sur l'importance de la formation linguistique (qui comprend des services de garde offerts aux parents qui suivent des cours), de l'emploi ainsi que des interventions et des services en santé mentale et dans le but de s'attaquer à la violence familiale et sexospécifique qui sont adaptés à la culture des personnes concernées, entre autres<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Chambre des communes, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, [Après la bienvenue : s'assurer de la réussite des réfugiés syriens](#), 1<sup>er</sup> novembre 2016; Sénat, Comité permanent des droits de la personne, [Trouver refuge au Canada : L'histoire de la réinstallation des Syriens](#), décembre 2016.

De son côté, Human Rights Watch indique que les facteurs essentiels à la réussite de l'intégration sont les suivants : le statut juridique, un logement convenable, l'accès à l'emploi et à l'enseignement (notamment les cours de langue) et la réunification des familles<sup>3</sup>.

Le rapport sur l'égalité entre les sexes 2017, qui sera présenté à Minsk cet été, fera état des divers facteurs déterminants dans l'intégration des réfugiés et des migrants du point de vue de l'égalité entre les sexes. Mais aujourd'hui, je me limiterai aux aspects sociaux et culturels de l'intégration. C'est un domaine dans lequel on constate des tendances inquiétantes depuis les dernières années, à l'heure où les partis anti-immigrants gagnent en popularité dans la région de l'OSCE.

J'aimerais me concentrer sur trois grands aspects de l'intégration sociale : l'importance de créer un réseau social, d'assurer une collectivité ouverte à l'accueil des réfugiés et des migrants et de fournir un soutien concret et pragmatique pour qu'ils puissent se familiariser avec leur nouvelle société et pleinement s'intégrer dans leur nouveau pays. Favoriser l'intégration n'incombe pas qu'aux gouvernements. Au Canada par exemple, nous avons un programme de parrainage privé, qui a été mis sur pied à l'époque des « réfugiés de la mer » vietnamiens et qui vise à mobiliser les Canadiens et les Canadiennes dans le but d'accueillir des réfugiés. Il s'agit là, comme je m'apprête à l'expliquer, d'un élément essentiel pour arriver à les intégrer dans notre société.

## Réseau social

Nous le savons : le réseau social est indispensable au mieux-être. Les réfugiés et les migrants doivent souvent recommencer à zéro et se construire un tout nouveau réseau dans une culture qu'ils ne connaissent pas. Cette démarche peut se révéler difficile, mais elle est absolument nécessaire. En effet, selon l'UNHCR :

L'abondance ou l'absence de liens sociaux sûrs et favorables peut faire pencher la balance entre le rétablissement et la voie vers l'autonomie ou le désespoir et l'isolement, qui mènent à la pauvreté<sup>4</sup>.

Les réfugiés et les migrants doivent sortir de leur zone de confort et s'impliquer dans leur nouvelle société. Cette démarche peut se révéler particulièrement difficile pour les femmes, car la famille s'attend souvent à ce qu'elles continuent d'assumer un rôle traditionnel à la maison. En effet, un rapport de recherche du Parlement européen datant de 2016 indiquait que les femmes et les filles doivent souvent maintenir l'identité culturelle de la famille, ce qui accentue leur isolement, alors que les hommes et les garçons peuvent mieux s'intégrer à leur collectivité d'accueil<sup>5</sup>.

Les femmes sont également plus exposées à la violence sexuelle et sexospécifique associée à la migration, car elles perdent leur réseau de protection et de soutien lorsqu'elles migrent ou qu'elles fuient la persécution<sup>6</sup>. Qui plus est, il arrive souvent que leur réseau social soit formé de personnes venant du même pays qu'elles, mais qui habitent la terre d'accueil depuis un certain temps; on ne

---

<sup>3</sup> Judith Sunderland, [For Europe, Integrating Refugees Is the Next Big Challenge](#), Human Rights Watch, 13 janvier 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

<sup>4</sup> UNHCR, [Resettlement and Women-at-Risk: Can the Risk Be Reduced?](#), p. 28 [UNHCR] [TRADUCTION].

<sup>5</sup> Silvia Sansonetti, [Female refugees and asylum seekers: the issue of integration](#), Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles du Parlement européen, 2016, p. 8 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

<sup>6</sup> UNHCR, p. 28.

peut pas présumer que les femmes seront toujours en mesure d'améliorer leur sort en comptant sur des immigrants venant de leur propre pays ou faisant partie de la même communauté ethnique. Les femmes qui ont été victimes de violence, qui ont été exploitées ou rejetées par leur communauté devront peut-être se tourner vers d'autres ressources pour trouver du soutien<sup>7</sup>.

Parmi les moyens efficaces de développer le réseau social, citons la création de groupes de soutien pour les réfugiés et de programmes de mentorat en association avec des membres de la collectivité d'accueil ou avec des migrants et des réfugiés qui habitent le pays depuis longtemps. On observe par ailleurs que le fait de pouvoir s'adresser à des intervenantes féminines qui parlent leur langue, sans toutefois venir du même pays ni faire partie de la même ethnie, encourage les femmes à chercher de l'aide pour mieux s'intégrer<sup>8</sup>.

Il existe au Canada un programme bien particulier, soit le *Programme de parrainage privé de réfugiés* dans le cadre duquel des personnes et des organismes peuvent se regrouper dans le but de parrainer un réfugié. Et les résultats sont très positifs. S'il est vrai que ceux qui arrivent en tant que réfugiés parrainés par le secteur privé sont souvent instruits et parlent déjà l'une des deux langues officielles du Canada, il ne s'agit pas des seuls facteurs qui expliquent leur plus grande facilité à s'intégrer. En effet, ils bénéficient dès le départ d'un réseau social solide, c'est-à-dire leur groupe de parrainage. Celui-ci peut revêtir diverses formes. Ce peut être deux personnes qui parrainent un membre de leur famille ou encore tout un organisme communautaire formé de dizaines de bénévoles qui s'unissent pour soutenir le réfugié et avec qui ce dernier peut nouer des amitiés durables. La plupart du temps, les réfugiés parrainés par le secteur privé ont déjà un réseau de soutien en place à leur arrivée alors que les réfugiés parrainés par l'État et ceux qui arrivent au Canada par leurs propres moyens et qui doivent présenter leur demande de statut de réfugié une fois au pays doivent souvent compter sur des intervenants débordés<sup>9</sup>.

Faire affaire avec un intervenant, ce n'est tout simplement pas la même chose que d'avoir un ami ou un membre de sa famille sur qui compter. Voilà pourquoi les deux comités parlementaires qui ont examiné la question ont recommandé de trouver des moyens de mettre en lien ceux qui souhaitent offrir du soutien social à des réfugiés, même si ces derniers ne font pas partie du programme de parrainage privé. Le simple fait de pouvoir parler à quelqu'un qui connaît la collectivité d'accueil et la culture et qui a déjà un réseau de points de contact peut s'avérer un atout inestimable.

### **L'importance d'une collectivité d'accueil ouverte**

Le modèle de parrainage privé, comme tous les modèles d'intégration efficace, suppose que deux partis soient prêts à s'engager : les membres de la collectivité d'accueil et les réfugiés eux-mêmes. Peu importe les efforts que déploie un réfugié pour s'intégrer, si la collectivité d'accueil n'est pas disposée à s'ouvrir et à lui donner du travail, c'est peine perdue. Dans une enquête de l'UNHCR publiée il y a quelques années, les réfugiés avaient indiqué que deux des principaux obstacles à leur intégration étaient la discrimination et le manque de compréhension dont faisaient preuve les

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 25 et 26. Une personne issue de la même communauté ethnique ou étant de la même nationalité que la femme peut être perçue comme étant trop proche, ce qui peut nuire au lien de confiance et empêcher la femme de parler de ses difficultés de peur que les autres membres de la collectivité apprennent ce qu'elle aura dit [TRADUCTION].

<sup>9</sup> Voir Sénat, Comité permanent des droits de la personne, [Trouver refuge au Canada : L'histoire de la réinstallation des Syriens](#), décembre 2016, pour plus de détails à ce sujet.

membres de la collectivité d'accueil à l'égard de la situation des réfugiés<sup>10</sup>. Comme le souligne l'UNHCR :

L'intégration [...] fait référence à un processus réciproque dans le cadre duquel le nouvel arrivant devient membre de sa nouvelle collectivité et cette dernière s'adapte pour l'accueillir en tant que membre à part entière. Une intégration réussie suppose que le réfugié est en mesure de mettre à profit ses atouts et ses compétences pour devenir autonome; il se crée alors une nouvelle collectivité multiculturelle<sup>11</sup>.

Le respect mutuel. La solidarité. La curiosité. Voir la diversité comme une force. Voilà certains des principes à respecter pour aborder la question du flux de réfugiés et de migrants; ces principes sont trop souvent absents de nos collectivités de nos jours. Les réfugiés et les migrants ne réussiront pas à s'intégrer s'ils ne se sentent pas accueillis et en sécurité chez nous.

En tant que dirigeants politiques, nous avons un choix à faire : allons-nous favoriser des sociétés multiculturelles, multiethniques et multiconfessionnelles ou allons-nous au contraire encourager la xénophobie et la peur de l'autre? L'empressement de certains de nos dirigeants à exclure les réfugiés à cause de leur religion et le traitement réservé aux femmes musulmanes qui choisissent de se couvrir la tête pour des motifs religieux m'inquiètent particulièrement. Elles sont nombreuses à avoir été la cible d'insultes, voire victimes d'agressions, pour avoir fait valoir leur droit à la liberté religieuse.

Nous ne pouvons pas créer de sociétés accueillantes en faisant sentir aux femmes qu'elles doivent soit se cacher chez elles, soit renoncer à leur religion. Nous devons au contraire construire des sociétés ouvertes à une diversité de croyances et de modes de vie. Cela vaut pour tous les membres de nos collectivités, surtout si nous voulons tendre la main aux femmes dont l'expérience de vie est très différente de la nôtre et pour les intégrer dans nos sociétés.

En notre qualité de parlementaires, nous pouvons agir de bien des façons pour créer des sociétés accueillantes. Nous pouvons par exemple adopter des budgets qui prévoient des fonds pour des programmes axés sur l'inclusion et des lois visant à contrer la propagation de la haine fondée sur la religion, l'ethnicité ou toute autre caractéristique semblable. Nous pouvons démontrer notre attachement envers ces idéaux en prenant part à différents événements culturels ou religieux et en portant attention à la façon dont nous parlons des nouveaux arrivants en public et en privé. Nous pouvons communiquer notre approche face à l'égalité entre les sexes aux personnes qui arrivent dans notre pays et discuter des éventuelles différences entre le pays d'origine du réfugié ou du migrant et le nôtre.

Les petites initiatives locales sont essentielles. L'octroi de fonds permettant aux réfugiés de joindre une ligue sportive, un jardin communautaire ou toute autre activité qui exige des frais d'adhésion que la personne ne peut pas se permettre constitue un excellent moyen d'encourager l'interaction avec les membres de la collectivité d'accueil. Inviter les réfugiés à faire des présentations dans les

---

<sup>10</sup> UNHCR, [Note on the Integration of Refugees in the European Union](#), mai 2007, paragr. 5 [UNHCR 2007] [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

<sup>11</sup> UNHCR, p. 28 [TRADUCTION].

écoles et les universités permet de mieux comprendre la réalité des réfugiés dès le plus jeune âge en plus de favoriser la compassion<sup>12</sup>.

Peu importe la façon dont nous abordons la question, nous devons faire notre bout de chemin pour aller à la rencontre des réfugiés et des migrants. Comme Human Rights Watch le faisait récemment valoir :

Les politiques d'intégration qui exigent que la personne renonce à des aspects fondamentaux de son identité ont peu de chance de réussir. L'intégration durable signifie de donner aux migrants un véritable rôle dans leur nouveau pays, d'encourager leur participation et non leur exclusion tout en exigeant le respect total des lois et des droits des autres<sup>13</sup>.

### Soutien concret

De nombreuses considérations d'ordre pratique peuvent favoriser l'intégration sociale des migrants et des réfugiés. Songeons à la bonne planification et aux communications, qui aident la collectivité d'accueil à se préparer à la venue de nouveaux arrivants ayant des coutumes et des croyances différentes. Il faut se renseigner sur la culture et la société que les réfugiés et les migrants ont quittée pour être en mesure de mieux les comprendre<sup>14</sup>.

La façon dont les services sont offerts peut aussi avoir une incidence importante. Les personnes qui fournissent de l'aide ou des services publics par exemple jouent un rôle crucial et peuvent dès le départ laisser une bonne ou une mauvaise impression à l'égard de la société d'accueil, ce qui a une incidence sur le sentiment de confiance du réfugié<sup>15</sup>. Voilà pourquoi il importe de confier ces postes aux bonnes personnes. La question du logement en est un autre exemple. Offrir aux réfugiés un logement à l'écart de la collectivité d'accueil les maintient dans l'isolement et nuit à l'intégration et au développement de liens avec les membres de la collectivité d'accueil. Offrir la chance d'apprendre la langue locale permet au nouvel arrivant de communiquer avec les gens de la région<sup>16</sup>. Ajoutons qu'il est essentiel de fournir des services de garde aux mères pour qu'elles puissent s'impliquer dans la société et s'inscrire à une formation linguistique et à des activités communautaires<sup>17</sup>.

Il faut soutenir les hommes, les femmes, les filles et les garçons pour qu'ils puissent s'adapter à de nouvelles normes sexospécifiques et pour réduire les tensions que ces dernières peuvent générer, surtout si les femmes et les enfants gagnent en indépendance dans leur nouvelle société. Pour les hommes habitués à faire figure d'autorité et à assumer le rôle de soutien de famille, il peut s'avérer difficile de s'ajuster à la réalité du chômage et au changement dans la dynamique de pouvoir

---

<sup>12</sup> UNHCR, *La réinstallation des réfugiés : Un manuel international pour guider l'accueil et l'intégration*, 2.11 Créer des communautés accueillantes et hospitalières et restaurer la confiance envers le gouvernement, 28 avril 2005, p. 219 [UNHCR 2005].

<sup>13</sup> Sunderland [TRADUCTION].

<sup>14</sup> *Ibid.*; UNHCR, p. 32.

<sup>15</sup> Sansonetti, p. 9.

<sup>16</sup> Josie Christodoulou, *Measures to Integrate Women Refugees in the society in Cyprus and to promote a Multi-cultural Society*, Mediterranean Institute of Gender Studies, décembre 2006, p. 3 et 4 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]; UNHCR 2007, paragr. 10.

<sup>17</sup> UNHCR, p. 34.

au sein de la famille. Les jeunes hommes qui arrivent seuls n'ont peut-être pas acquis certaines connaissances, comme cuisiner par exemple, puisque chez eux, ils pouvaient compter sur d'autres membres de la famille. Les femmes sont peut-être aussi habituées à un soutien communautaire et elles peuvent avoir besoin d'aide pour s'adapter à un style de vie plutôt axé sur la famille nucléaire. Encore une fois, le mentorat peut s'avérer utile et faciliter l'adaptation à de nouvelles réalités<sup>18</sup>.

Les réfugiés qui habitent le pays d'accueil depuis un certain temps sont de très bonnes ressources; des pays ont d'ailleurs intégré des réfugiés établis à des organismes d'aide à l'établissement pour aider d'autres réfugiés. Ils ont les connaissances linguistiques, ils comprennent la conception du monde de la collectivité d'accueil et celle des réfugiés, ils connaissent le processus d'intégration en raison de leur propre expérience et leur parcours leur confère de la crédibilité aux yeux des nouveaux arrivants<sup>19</sup>.

## **CONCLUSIONS**

L'aspect de l'intégration sociale n'est pas seulement dans l'intérêt des réfugiés et des migrants. Dans une collectivité sûre qui fonctionne bien, tout le monde doit avoir un sentiment d'appartenance et sentir qu'il a des perspectives d'avenir. Comme on peut le lire dans la décision du Conseil ministériel sur les migrants et les réfugiés, l'OSCE peut jouer un rôle important en communiquant les pratiques exemplaires à ce sujet. Je conseille fortement à l'OSCE de prendre en compte l'égalité entre les sexes dans ses travaux. J'expliquerai mes idées plus en détail à l'occasion de la réunion d'été. En attendant, j'encourage les délégués à me faire part de leurs commentaires.

---

<sup>18</sup> UNHCR 2005.

<sup>19</sup> UNHCR, p. 147.